

## Rassemblement des Goodyear Amiens-Nord le 7 mars : au-delà de la bataille judiciaire, impulser un regroupement général contre les licenciements

Quelques centaines de salariés de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord se sont à nouveau rassemblés ce jeudi 7 mars devant le siège social de Rueil-Malmaison à l'occasion d'un deuxième comité central d'entreprise (CCE) sur le projet de fermeture du site. Quelques travailleurs-ses d'autres boîtes étaient aussi présent-e-s pour les soutenir, notamment une délégation venue de l'usine Fralib à Gémenos, ainsi que des militant-s du NPA et du PCF. Toutefois, ce rassemblement était nettement moins massif que le précédent qui avait eu lieu au même endroit le mardi 12 février dernier avec près de 2 000 salariés.

On ne peut pas en dire autant de la « mobilisation » policière qui est apparue renforcée lors de ce deuxième rendez-vous. Le ministère de l'ordre patronal n'a pas lésiné sur les moyens : des centaines de CRS suréquipés, une demi-douzaine de camions anti-émeutes, un canon à eau et du gaz lacrymogène en abondance. Devant cette artillerie et malgré leurs moyens dérisoires, les ouvriers exaspérés n'ont pas tardé à répondre aux provocations par des jets d'œufs, bombes à peinture et quelques bouteilles et pneus brûlés. Les affrontements se sont soldés par des blessés à la fois chez les travailleurs et les policiers. Dans la soirée, le ministre de l'Intérieur Manuel Valls a violemment condamné les « agressions » et la « violence » contre les policiers, promettant des poursuites judiciaires. Le ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg a rajouté une couche en déclarant que les salariés devaient privilégier « *le dialogue plutôt que l'affrontement* » : comme si le patronat leur laissait le choix des armes ! À l'opposé, le gouvernement n'a pas dit un mot sur la violence de ses amis patrons lorsqu'ils licencient des milliers d'hommes et de femmes, brisant des vies et réduisant des familles entières à la pauvreté. Contre le patronat et ses défenseurs zélés, le NPA a réaffirmé tout son soutien « *aux salarié-e-s, à leur colère et à leur révolte légitime* », qualifiant à juste titre Manuel Valls de « *bon petit soldat du capital* ».

Malgré la forte mobilisation et la combativité exprimée lors du premier rassemblement le 12 février, celui-ci s'était conclu sans perspectives concrètes pour la lutte des travailleurs eux-mêmes. Comment élargir et renforcer leur mobilisation ? Quelles actions possibles avec les nombreux salariés d'autres boîtes en lutte venus manifester leur solidarité ? Quelles revendications contre ces licenciements généralisés ? Autant de préoccupations urgentes et cruciales pour la suite de la mobilisation qui n'ont pas été clairement mises en avant, ni à ce moment-là, ni au rassemblement du 7 mars.

En revanche, ce qui ne cesse de se préciser dans les discours de la CGT Goodyear

Amiens-Nord, ce sont les termes d'une nouvelle bataille judiciaire à coups d'expertises et de contre-expertises pour invalider le plan de fermeture de la direction. La dernière réunion du CCE a d'ailleurs été l'occasion pour les élus CGT et CFDT de voter quatre résolutions allant dans ce sens. Elles pointent des vices de procédure qui pourraient faire échouer à nouveau les plans de la direction, tout comme au début de la lutte des Goodyear en 2007 après l'annonce d'un projet initial de suppression de 400 emplois. La victoire de ce bras de fer juridique avait fait reculer momentanément la direction, mais les emplois ont été régulièrement menacés depuis.

Outre ce combat juridique, un projet de société coopérative et participative (Scop) a été dévoilé lors d'un rassemblement à Amiens le 26 février par Mickaël Wamen, secrétaire CGT du site, et Fiodor Rilov, avocat de la CGT. Avec cette proposition, la CGT veut prouver qu'elle détient une solution « crédible » à opposer au projet de la direction. Les conditions d'une reprise de l'usine et de la marque Goodyear par les salarié-e-s n'ont pas encore été détaillées, mais de nombreuses interrogations apparaissent déjà quant à la capacité de la Scop à empêcher les licenciements. D'après Fiodor Rilov, ce projet devrait consister à « *réaliser exactement le même projet que celui qui devait être mis en œuvre par Titan* ».

Quand elles sont au rendez-vous, les victoires juridiques sont certainement des points d'appui pour redonner confiance aux salarié-e-s, mais les attaques répétées de la direction depuis 2007 démontrent qu'elles ne suffisent pas pour construire un rapport de force décisif et durable contre le patronat. L'urgence est de s'appuyer sur les boîtes en lutte comme Goodyear, PSA, Sanofi, etc., pour mettre en avant ce qui les unit. Dans nos boîtes, organisations, partis et syndicats, nous devons tout faire pour construire une mobilisation de plus en plus massive pour refuser tous les licenciements, ce qui passera nécessairement par la coordination de tous les travailleurs-ses qui résistent, dans les entreprises mais aussi dans la fonction publique. La seule issue gagnante contre l'offensive des patrons réside dans la convergence des luttes pour parvenir à une mobilisation d'ampleur de toute notre classe !

**Constanza Marcia**, le 11 mars 2013